PROGRAMME IMPACT

Etude « jouer collectif en territoire »

Volet Elus locaux

Pour

L'Observatoire des partenariats

Synthèse - Décembre 2020

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :
« Etude IMPACT – Elus locaux – Comisis-OpinionWay
pour l'Observatoire des partenariats , Novembre 2020»

L'Observatoire des Partenariats

Piloté par : Le RAMEAU – Co-construisons demain

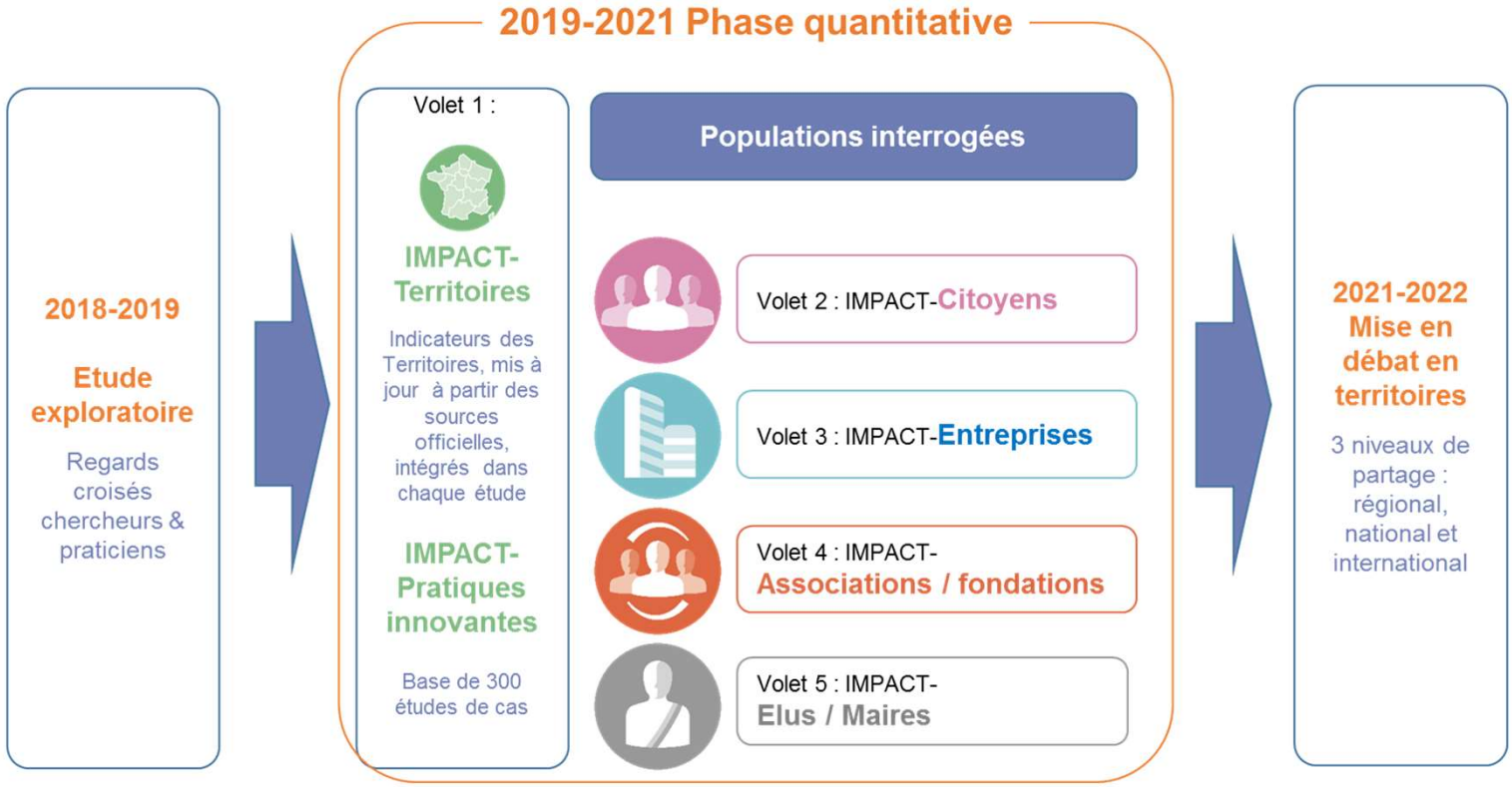
Programme en partenariat avec : Caisse des Dépôts Groupe, Institut CDC pour la Recherche, Le Groupe La Poste

Etude réalisée avec le soutien de : Total Foundation

Etude réalisée par : Comisis Competitive Insights Strategies, OpinionWay, ESOMAR member

De : Anne Robin

Le programme IMPACT pour qualifier les effets des alliances



5 ans pour nommer, quantifier et cartographier les impacts des alliances innovantes au service du bien commun

L'Observatoire des partenariats

Un outil collectif de données statistiques et scientifiques

L'Observatoire des partenariats

Créé en 2008 par Le RAMEAU, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, l'Observatoire des partenariats a pour objectif de **qualifier les enjeux des relations partenariales au service du bien commun**, d'identifier **les pratiques innovantes** et de **suivre l'évolution des dynamiques** d'alliances en France.

Le **1er cycle quinquennal d'études, nommé ARPEA (2008 – 2012)**, a permis d'établir un état des lieux des partenariats en France, et de comprendre le mouvement d'alliances sur les territoires.

Le **2ème cycle quinquennal d'études** a été mené pour mieux percevoir l'impact de ces alliances. C'est dans ce cadre que l'Observatoire a lancé le programme d'études **PHARE**.

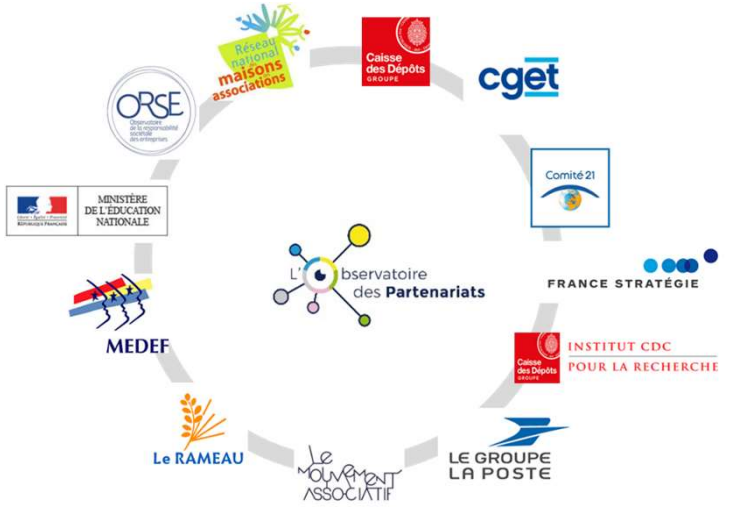
Depuis le 23 novembre 2017, le **3ème programme quinquennal** a été lancé. Il a pour objectif de mesurer les impacts des alliances innovantes au service du bien commun en matière de performance des organisation, d'innovation et de confiance des Hommes et des territoires.

Les partenaires :

GROUPE Caisse des Dépôts · MINISTÈRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS · MEDEF · Le Mouvement Associatif · Le RAMEAU

Un suivi depuis 2008 du mouvement de co-construction en France

Les membres du Comité de pilotage



Un Comité de 12 membres, avec la Direction Scientifique d'Anne ROBIN (Comisis)

Un outil partagé qui a suivi les évolutions depuis une décennie

MÉTHODOLOGIE

L'univers de référence 34 873 communes de l'hexagone (fichier actualisé de septembre 2020).
L'échantillon des 380 maires a été constitué sous mode raisonné afin de rendre compte de la répartition structurelle de chaque région selon la taille des communes en nombre d'habitants .

Les entretiens ont été conduits par **téléphone** ; après envoi d'un courrier et prise de rendez-vous téléphonique.

Les entretiens téléphoniques ont été réalisés **entre le 23 septembre et le 29 octobre 2020,** soit juste avant le début du 2° confinement qui n'a donc pas impacté les résultats sur les déclarations concernant sujets prioritaires déclarés par les élus locaux.

L'étude a été réalisée en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.

« Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des **marges d'incertitude** : 5 points au plus pour un échantillon de 380 répondants. » et de + ou- 3 points pour des taux de 90 %

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :
« Etude IMPACT-Elus locaux, réalisée par Comisis & OpinionWay pour l'Observatoire des partenariats, novembre 2020 »

Synthèse de l'étude

LE « JOUER COLLECTIF » POUR SORTIR DE LA CRISE :

Pour les maires une intention forte d'y faire appel à la manière d'une déferlante

- **A la question aux élus locaux :** *Pour sortir de la crise du Covid-19, pensez-vous que le « jouer collectif » entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes est incontournable, utile, secondaire inutile, voire même contreproductif ?*

    - En octobre 2020, plus de 9 maires sur 10 considèrent le « jouer collectif comme incontournable ou utile », voire 10 maires sur 10, dès que la commune comptabilise 20. 000 habitants et +.

    - Pour les élus locaux l'authenticité de la conviction n'est pas à remettre en question, l'union des organisations agissantes sur leur territoire ne peut être que bénéfique.

    - Il suffit de suivre la seule appréciation ***« incontournable »*** qui déclenche l'adhésion par près d'un tiers des maires des communes de moins de 2.000 habitants, 1 maire sur 2 dans les communes de 2.000 à moins de 20.000 habitants, et plus de 7 maires sur 10 dans les communes de 20. 000 habitants et +, ce qui fait l'effet d'**une déferlante d'intentions**.

.

- **Mais les maires n'en restent pas aux seules intentions ils argumentent :**
    - Pour 9 élus locaux sur 10, le « jouer collectif » est au service d'une **capabilité**, désormais reconnue de pouvoir à la fois réduire les fragilités de leur territoire, tout en faisant émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable.

    - Certes les Maires ne mésestiment pas pour autant l'importance du développement économique en appui de la réduction des fragilités, mais l'économie à elle seule ne suffit pas sans des compétences mises au service d'actions d'intérêt général associées à son mouvement.

- Ainsi, au cœur de la dynamique du « jouer collectif » se situe bien la **réconciliation entre l'intérêt général et l'économie.**

LE « JOUER COLLECTIF » POUR SORTIR DE LA CRISE :

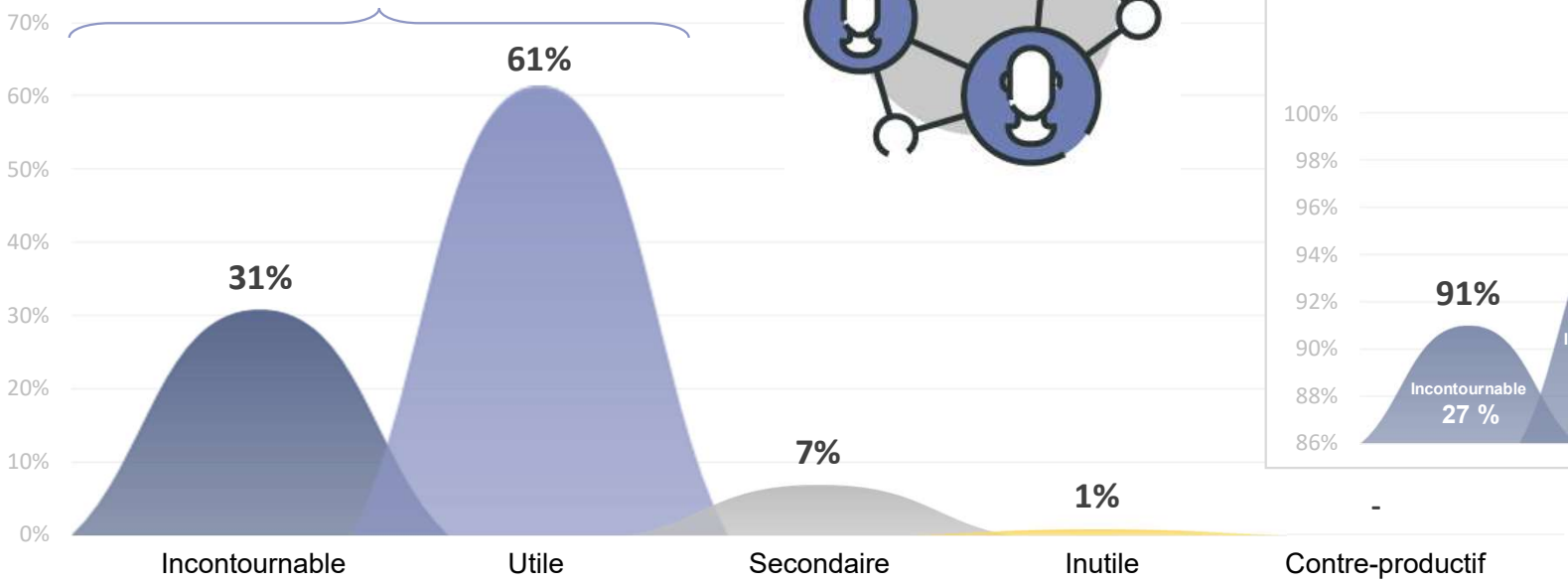
Plus de 9 maires sur 10 considèrent les alliances incontournables ou utiles

Q1 **Pour sortir de la crise du Covid-19, pensez-vous que le « jouer collectif » entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes est ?**

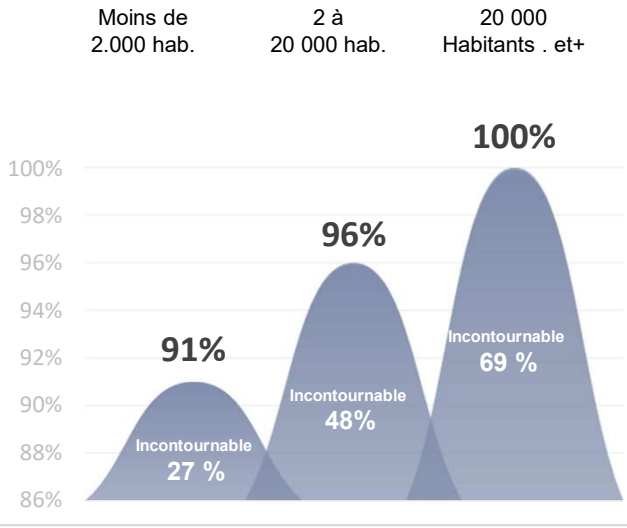
Base : Ensemble des élus locaux

Incontournable ou utile

92%



Incontournable ou utile selon la taille d'agglomération

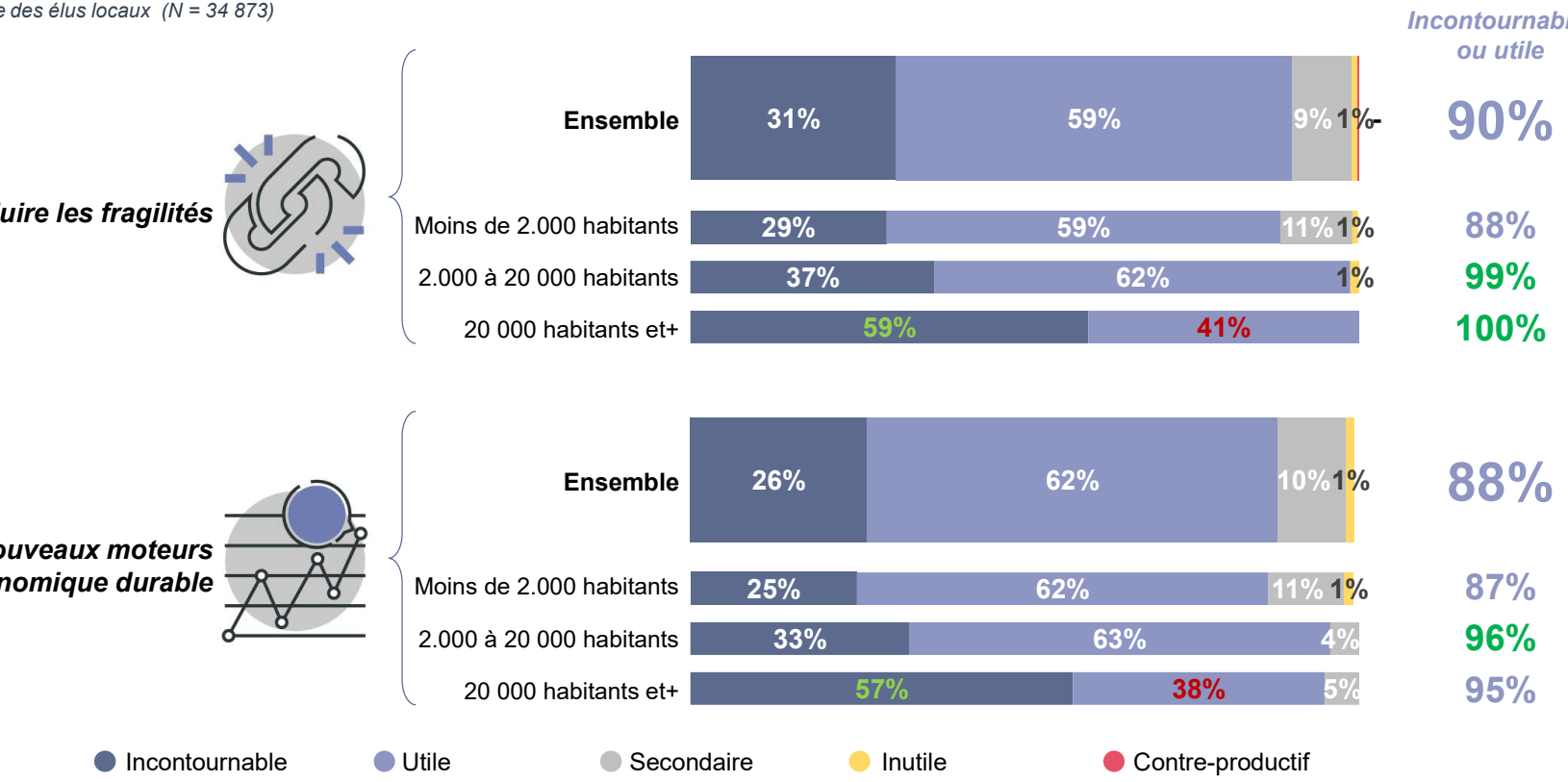


Le jouer collectif plébiscité avec un 100 % pour les maires des communes de 20.000 hab. et +

LES ENJEUX « JOUER COLLECTIF » :
La (re) conciliation entre l'intérêt général et l'économie

Q2 **Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient …**

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



L'utilité du « jouer collectif » au service **d'une capabilité** désormais reconnue par tous les maires, mais avec des variations notables selon la taille de la commune

LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :
Une réalité en émergence différente selon les territoires et confrontée à la difficulté du passage de l'intention à l'action

- **A la question** *: Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?*

  - La réponse des maires renvoie à une autre réalité : celle d'un mouvement de fond certes, mais qui commence plutôt à émerger pour **46 %.**

  - Ce taux est porté par les communes de moins de 2.000 habitants, qui pèsent pour 85 % de l'univers des communes, car si l'on zoom sur les communes de 2.000 à moins de 20.000, on constate que déjà un tiers des maires déclarent vivre une dynamique de co-construction sur leur territoire.

  - Ils sont 7 maires sur 10 dans les communes de 20.000 et + à exposer que leur territoire est déjà porteur d'une dynamique de co-construction englobant les collectivités territoriales.

- **En réserve de ces constats 2020, l'étude réalisée en 2016 enregistrait déjà les mêmes taux.**

  - Une réalité en émergence, certes différente selon les territoires … mais comme confrontée à un « plafond de verre » car encore trop discrètement ancrée dans le mode de fonctionnement du territoire (de 2 % à 20% selon la taille de la commune), même si de nombreuses initiatives sont à signaler (de 11 % à 57 %).

  - Les initiatives de co-construction lèvent-t-elles le bras comparées aux convictions des Maires sur les bienfaits du « jouer collectif» ?

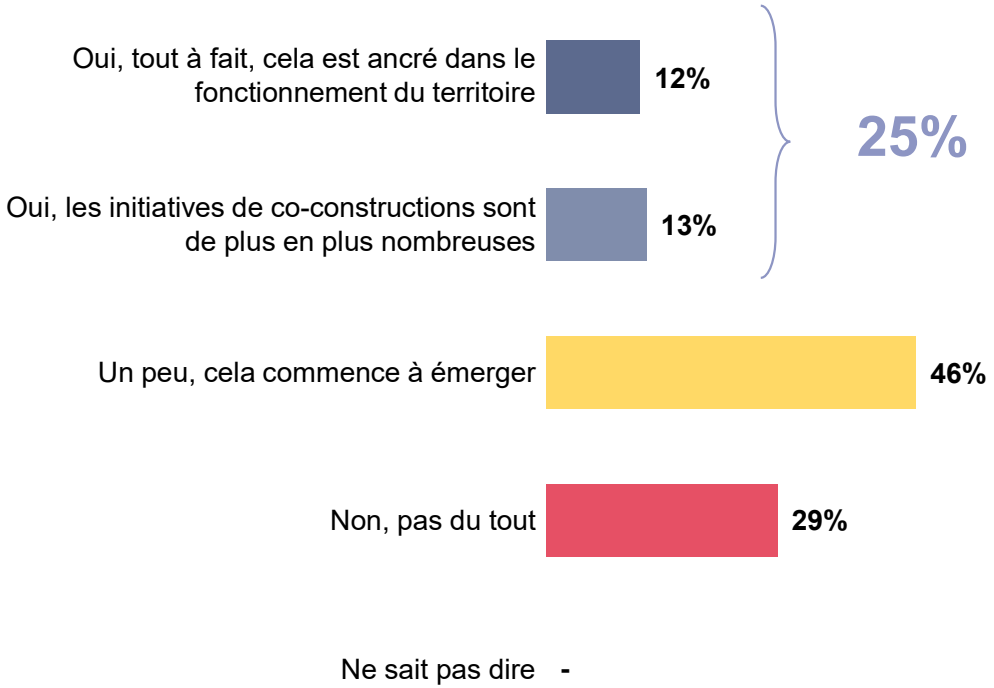
  - Pas tout à fait, car si l'on ne regarde que les partenariats entre les entreprises et les associations, les élus locaux déclarent une réalité incarnée par une diversité de pratiques partenariales qui elles-mêmes ont évolué au fil des années dans les constats de l'Observatoire des partenariats.

- **En 2020, il n'est plus question de faire de la compétitivité sans le paramètre « réduction des fragilités ».**

LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :
Une réalité en émergence différente selon les territoires et confrontée à un « plafond de verre »

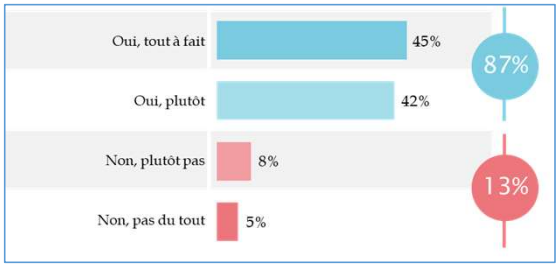
Q6 **Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?**

Base : Ensemble des élus locaux



Zoom par taille de territoire

Comparaison avec 2016



Un 46 % de « cela commence à émerger » qui, additionné à la conviction des maires pour favoriser le « jouer collectif », pourrait changer la donne des prochains mois dans les communes ou la co-construction tâtonne encore.

LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :

Une réalité incarnée par une diversité de mode de partenariat entre entreprises & associations

- **Comment la dynamique actuelle de co-construction se transforme t-elle concrètement ?**

  - Si l'on ne regarde que les partenariats entre les entreprises et les associations, que de chemins parcourus depuis l'origine du suivi du « jouer collectif » tant en taux de présence des partenariats eux-mêmes qu'en mode de partenariat et de leur cause.

- **En 2020 , les élus locaux constatent sur leur territoire plusieurs types de partenariats**

Pour **60 %** des élus des partenariat agissant sur **des pratiques responsables** au service de l'environnement, du social et du sociétal,

Pour **57 %** des élus des partenariats de **type coopération économique** avec des acteurs de profils différents comme des structures d'insertion par l'activité économique ou les ESAT dans le domaine du handicap,

Pour **41%** des partenariats d' **innovation sociétale** portant l'émergence de nouvelles solutions répondant à un besoin sociétal non couvert,

Pour **27 %** le mécénat tant prisé ces dernières décénnies qui apparaît moins actif au fil des années.

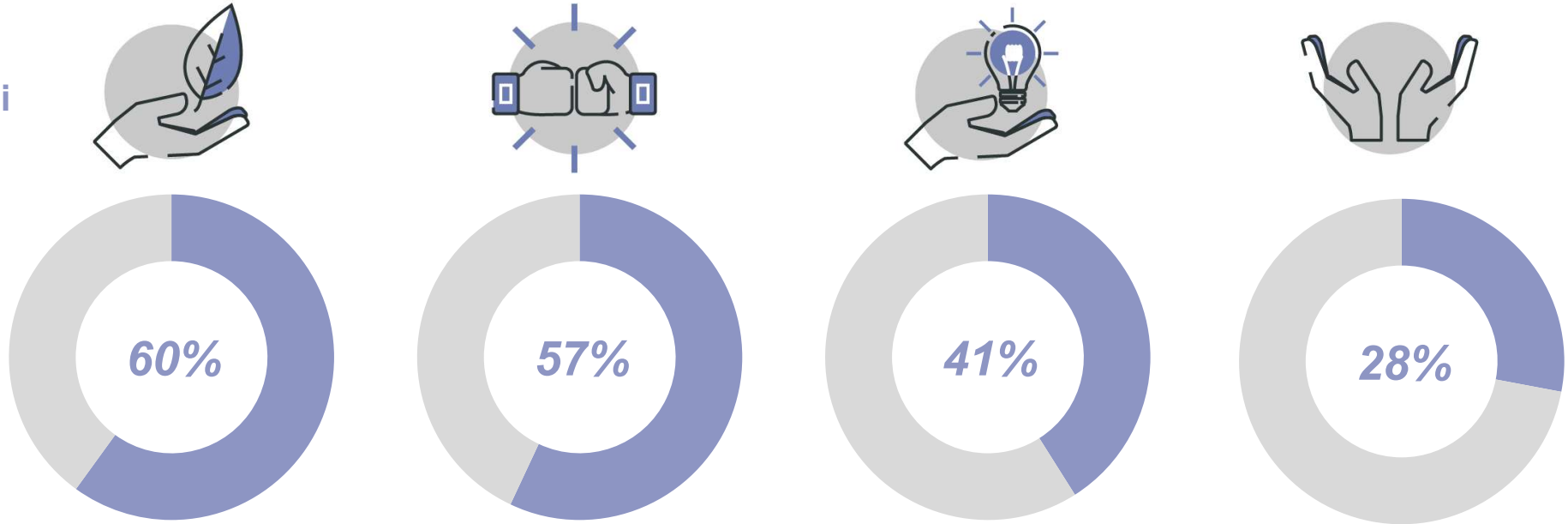
  - En moyenne tous les territoires constatent au moins un peu plus de 2 types de partenariats. Ces taux de présence augmentent avec la taille de la commune ; ainsi dans les communes de 20 000 et +, les taux de ces pratiques évoluent autour des 80 % (sauf pour le mécénat à 51 %)

LA DYNAMIQUE ACTUELLE DU « JOUER COLLECTIF » :
Une réalité incarnée par une diversité de mode de partenariat entre entreprises & associations

Q7 **Quel(s) type(s) de partenariat constatez-vous sur votre territoire entre les entreprises et les associations ?**

Base : Ensemble des élus locaux

% Oui



Pratiques responsables
(action partenariale afin d'améliorer votre performance sociale, environnementale et/ou sociétale / exemple : l'achat responsable)

Coopération économique
(offre commune des avec de acteurs de profils différents / exemple : réponse conjointe à un marché public avec une structure d'insertion et/ou un ESAT…)

Innovation sociétale
(co-conception et/ou expérimentation partenariale innovante pour faire émerger une nouvelle réponse à un besoin sociétal non couvert / exemple : l'émergence de nouvelles solutions éducatives)

Mécénat
(soutien humain, matériel, et/ou financier à une(des) action(s) d'intérêt général)

Aucun
18%

Des taux de présence élevés pour trois types de partenariats avec un mécénat moins actif au fil des ans et dans certaines régions

LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LE « JOUER COLLECTIF » :

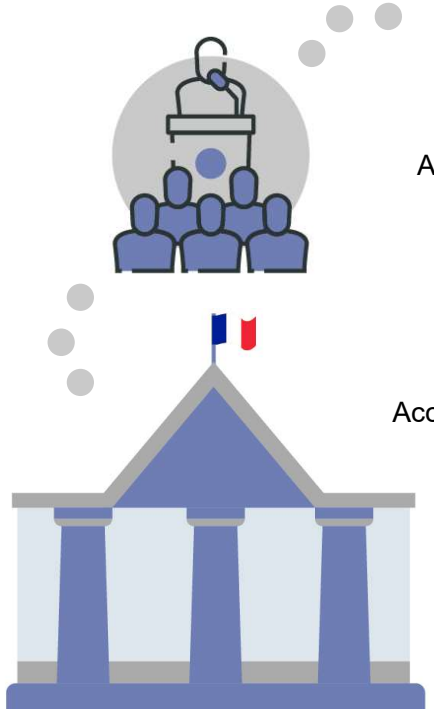
Quand les maires s'engagent avec détermination au service de leur territoire et de ses causes

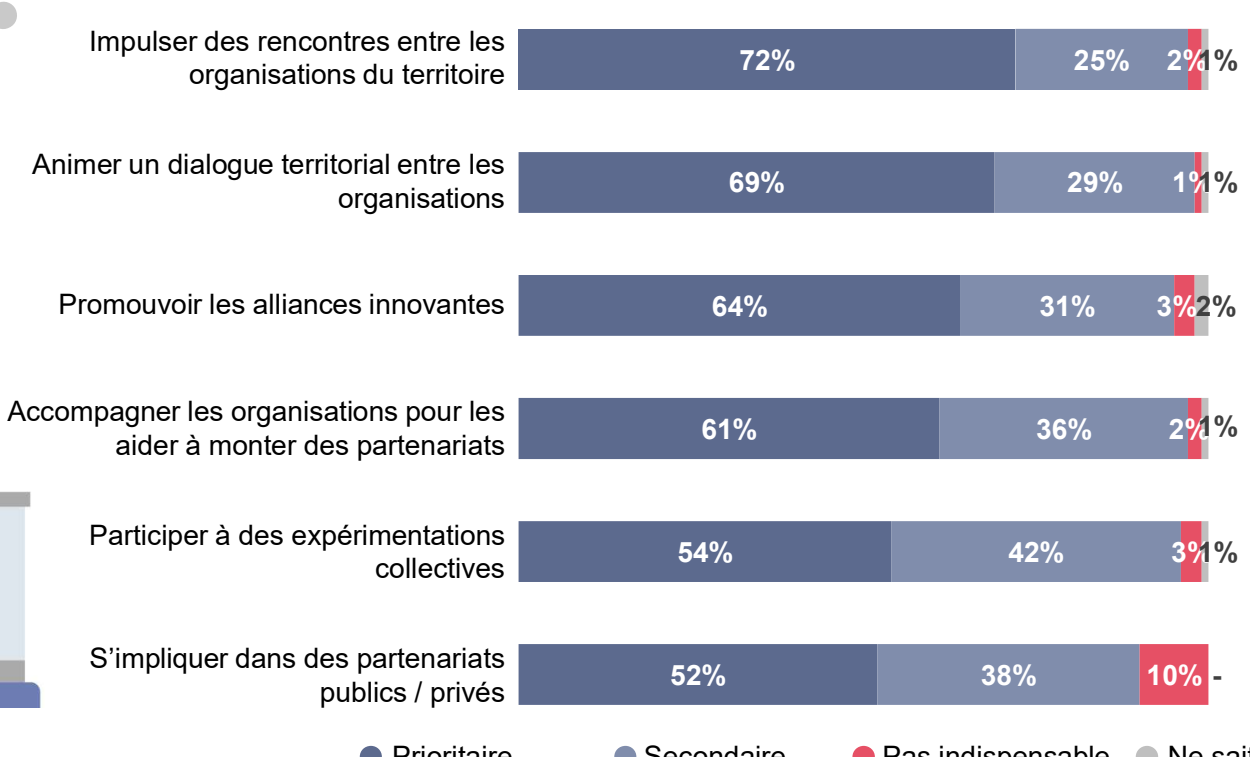
- **Dans le cadre « du jouer collectif », selon les maires, quel rôle à prévoir pour les collectivités territoriales ?**
  - Une liste identique de propositions a été formulée sur le rôle à tenir par les collectivités en 2016 et en 2020 et sur chaque item, les maires devaient répondre s'ils situaient le rôle des collectivités comme prioritaire, secondaire, pas indispensable.
  - Comme en 2016, les maires sont présents, engagés et impliqués au service de leur territoire. Malgré 4 années d'écart, le rôle des collectivités que s'attribue les maires suivent le même ordre des priorités.
  - Assurément selon la taille de la commune, le rôle chaque mission se transforme et se densifie allant de la rencontre organisatrice et régulatrice en petits comités (moins de 2000 habitants) à la mise en place d'un pilotage impliquant logistique et évaluation des accords passés.
- **Le trio de tête quant au rôle des priorités annoncés par les maires**
  - Impulser des rencontres entre les organisations du territoire (72% au national), animer un dialogue territorial entre les organisations (69%), et promouvoir des alliances innovantes (64 %)
  - Ensuite les collectivités doivent accompagner les organisations pour les aider à monter des partenariats (59 %) et participer à des expérimentations collectives (52 %), voire même s'impliquer dans des partenariats publics / privés.
  - Ces taux vont crescendo avec la taille de la commune
- **Autrement dit le rôle des collectivités territoriales dans le « jouer collectif » est à la fois acteur des échanges, conseil des modes de faire, et une partie prenante dans les actions à conduire, en accord avec les réglementations en vigueur.**

LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LE « JOUER COLLECTIF » :
Quand les maires s'engagent avec détermination au service de leur territoire et de ses causes

Q8 **Pour chaque proposition que je vais vous citer pourriez-vous me dire si le rôle des collectivités pour développer des alliances vous apparaît**

Base : Ensemble des élus locaux





LES LEVIERS DU « JOUER COLLECTIF » POUR MOBILISER LE TERRITOIRE :
Quand l'Action est le moteur de l'engagement

- **Comment faire pour tenir ce rôle et pour mobiliser les forces en présence sur leur territoire ?**
  - La réponse des maires est claire dans le « jouer collectif » ce n'est pas ce que l'on est ou pense qui prime, mais ce que l'on fait !
  - Ainsi pour les maires et dans les trois tailles de communes le levier fort pour favoriser la mobilisation de leur territoire c'est **le projet d'action en commun** (85%). Ensuite **la vision partagée des enjeux et des fragilités** avec 72%. Les règles et les normes viennent après avec 43%.

- A la question : ***Dans le cadre du nouveau mandat 2020, pensez-vous vous appuyer sur des alliances avec les associations, les entreprises et les initiatives citoyennes ?***
  - Face aux taux obtenus sur l'incontournable et utile « jouer collectif » les maires sont plus réservés pour s'appuyer sur des alliances (à peine plus que 6 maires sur 10), mais le poids des communes de moins de 2.000 pèse dans ces résultats.
  - Dans les communes de 2. 000 habitants à moins de 20.000 habitants, c'est en réalité 8 maires sur 10 qui s'appuient ou souhaitent s'appuyer sur des alliances, et 10 maires sur 10 dans les communes de 20. 000 habitants et plus.

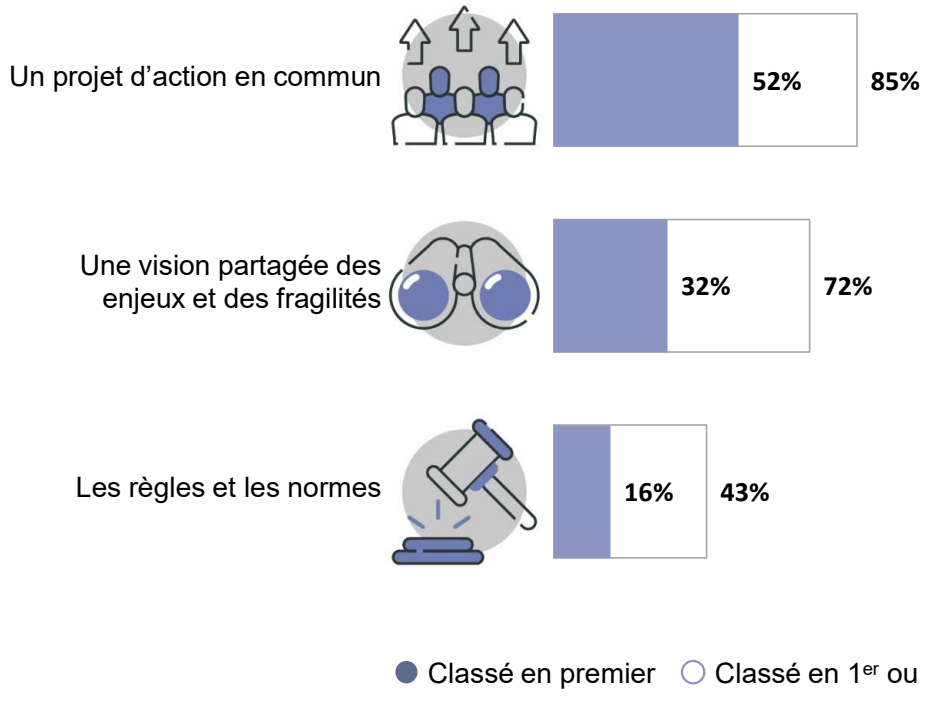
- **Avec quels partenaires s'appuient t--ils pour faire alliance ou prévoient t'ils de faire alliance ?**
  - En trio de tête les associations, les initiatives citoyennes et les ETI/PME pour les communes de moins de 20 000 et les Structures d'insertion pour les communes de 20 000 et +. Ensuite les acteurs publics nationaux, les fédérations professionnelles et les collectifs d'entreprises. Les grandes entreprises ne sont considérées que par les communes de 20 000 habitants, ainsi que les réseaux consulaires et les acteurs académiques.

- **Les profils de partenaires pour faire alliance dans les mois à venir seront dans la même tendance, et les élus prévoient d'intensifier les alliances avec les initiatives citoyennes et les acteurs publics nationaux.**

LES LEVIERS DU « JOUER COLLECTIF » POUR MOBILISER LE TERRITOIRE :
Quand l'Action est le moteur de l'engagement

Q15 Pour conclure, pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre de vos priorités 1 à 3) ?

Ensemble



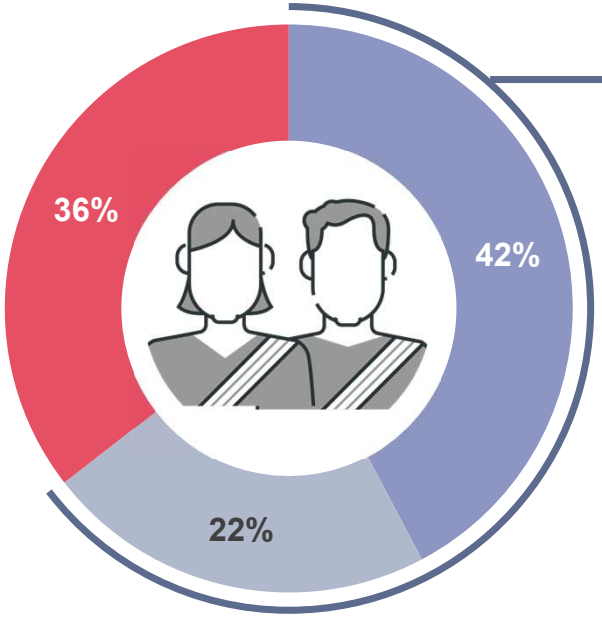
Zoom par taille de territoire

LA PLACE DU « JOUER COLLECTIF » DANS LE MANDAT ACTUEL :

Des maires plus réservés dans leur volonté de faire alliance dans leur mandat actuel comparé à leur élan incontournable ou utile pour le « Jouer collectif » …d'autres priorités ?

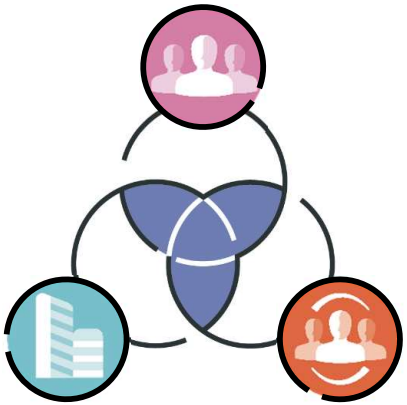
Q9 **Dans le cadre du nouveau mandat 2020, pensez-vous vous appuyer sur des alliances avec les associations, les entreprises et les initiatives citoyennes ? …**

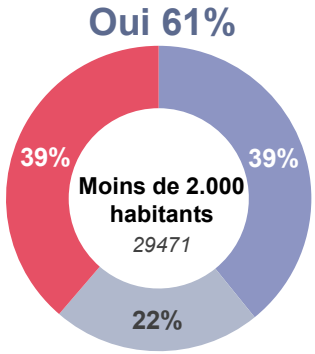
Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

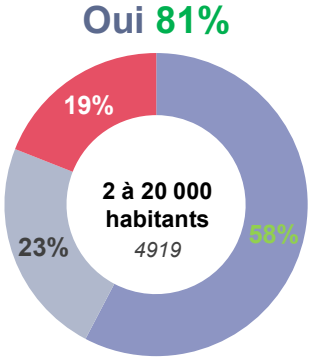


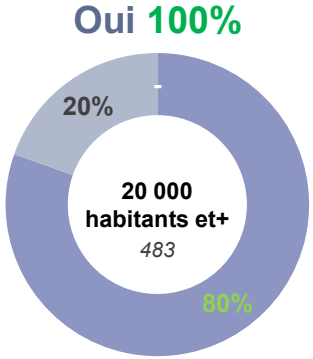
64%

des élus comptent s'appuyer sur des alliances avec des associations, les entreprises et les initiatives citoyennes durant leur mandat







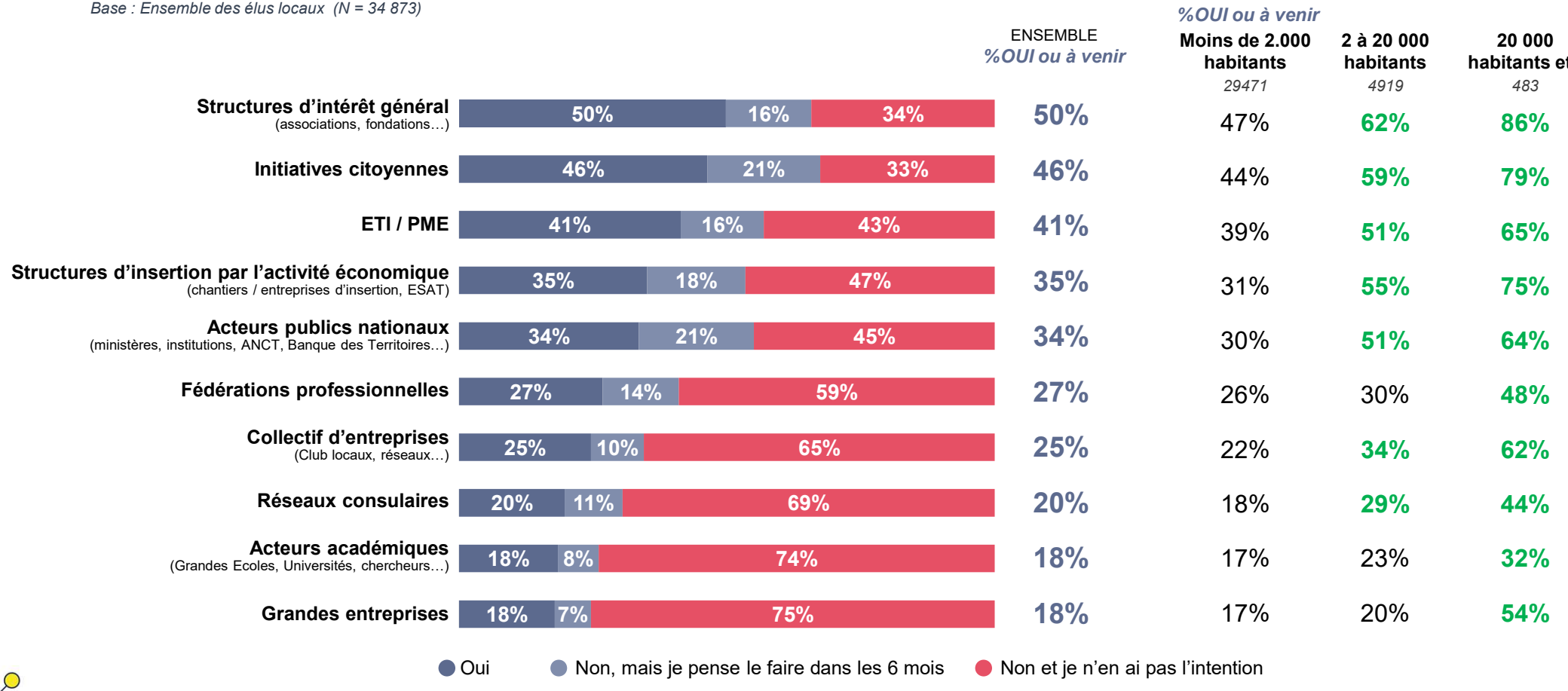


LES PARTENAIRES DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

Une diversité de partenaires selon la taille des communes avec en trio de tête les associations, les initiatives citoyennes et les ETI/PME

Q10 Avec quel(s) profil(s) d'acteurs des alliances ont-elles été mises place ou comptez-vous mettre en œuvre ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



LES PRIORITÉS DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

Des déclarations sérieuses réfléchies et argumentées par des projets forts en (ré)conciliation

- **Sur quels sujets prioritaires les élus envisagent-t-ils de faire alliance au service de leur territoire ?**

  - **Quand les maires disent faire alliance, ce sont des déclarations sérieuses, réfléchies et argumentées par des projets riches en diversité**.

  - **En trio de tête des sujets prioritaires, on retrouve le développement durable / Ecologie, le développement économique et la cohésion sociale.**

    - Les maires évoquent leurs projets d'alliances pour la transition énergétique, l'économie de déchets, les ressources agricoles, les transports et même pour le développement dit urbain ; il s'agit d'aménager des espaces verts des pistes cyclables etc. Et les maires bâtisseurs parleront de rénovation de l'habitat.
    - Les maires parlent également de chantiers d'insertion pour l'emploi, de structures d'accueil pour les entreprises (espace de co- working, club), et d'assistance financière aux secteurs en difficulté.
    - Pour la cohésion sociale, en appui avec les associations, ils évoquent des actions d'aide aux personnes isolées et aux plus défavorises pour favoriser des activités intergénérationnelles, mais aussi des projets de partage avec les citoyens.
    - Ceux qui évoquent le développement culturel prévoit des théâtres, la protection du patrimoine, les devoirs de mémoire.
    - La santé et l'éducation, plus régaliens, font également partie de projets, ainsi que la sécurité mais en net retrait dans leurs ambitions directes .

    - Fidèles à leur rôle « d'acteur impliqué » dans l'expérimentation de la co-construction, de nombreux élus locaux souhaitent même initier, créer et activer des alliances sur des sujets spécifiques à leur territoire.

  - **La longue liste des projets prioritaires soulevée par les maires, excepté sur les projets régaliens, valide définitivement que le mouvement du jouer collectif est un mode opératoire sur lequel on doit s'appuyer en qualité d'élu local pour réapprendre à entendre le mot économie associé à celui de fragilité.**

LES PRIORITÉS DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :
Une diversité d'actions autour de l'environnement, l'économie et la cohésion sociale (1/2)

Q.9-2 Sur quel sujet prioritaire sur votre territoire ?
(Question ouverte)

64% des élus qui envisagent de s'appuyer sur des alliances déclarent comme sujet prioritaire pour le jouer collectif

50%

31% Développement durable / Ecologie

1. Économie , agriculture, déchets, transitions énergétiques, éoliennes, panneaux solaires
2. Transports, zones cyclables, covoiturage, transition énergétique

10% Développement urbain pour espaces verts

1. Aménagements de parcs et création d'espaces de jeux et de loisirs , de sports
2. Des voiries pour penser aux handicapés

9% Transition énergétique sur l'habitat

1. Structurer l'habitat en pensant transition énergétique des nouveaux lieux
2. Création, rénovation rachat hébergement

31%

19% Le développement économique

1. Dynamiser le territoire
2. Revitalisation , innovation
3. Le renouveau commercial/ des commerces en centre ville
4. Favoriser la création d'entreprises et agricoles

6% L'emploi

1. Aide à la formation,
2. Assistance aux entreprises

6% Création de structures d'accueil pour l'emploi

1. Lieux de co-working, club

20%

10% Cohésion sociale

1. Activités sociales et inter-génération
2. lien aux personnes, l 'humain, pour rompre l'isolement
3. Aide aux personnes les plus défavorisées

10% en partenariat avec les associations

1. Améliorer la relation de la commune avec les habitants
2. Projet de partage vie citoyenne ressources agricoles,
   suivi personnes isolées

7%

Développement culturel

1. Théâtre,
2. Protection du patrimoine
3. Devoir de mémoire,
4. Evènementiel ,
5. Animation du territoire

4%

Education

1. Création d'écoles
2. Petite enfance crèches
3. Construction périscolaires

4%

Santé

1. Aménagement des hôpitaux
2. Maternités
3. Propreté des lieux hygiènes

LES PRIORITÉS DU « JOUER COLLECTIF » DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :
Une diversité d'actions autour de l'environnement, l'économie et la cohésion sociale(2/2)

Q.9-2 Sur quel sujet prioritaire sur votre territoire ?
(Question ouverte)

64% des élus qui envisagent de s'appuyer sur des alliances déclarent comme sujet prioritaire pour le jouer collectif

JOUER COLLECTIF tous domaines

8% Créer des alliances

1. Pour promouvoir différents secteurs spécifiques du territoire
2. Obtenir des subventions selon les besoins (rénovations bâtiments, usines de production lié aux nouveaux besoins

4% Mutualisation

1. Inter communication
2. Transmission inter métiers qualifiés entre anciens et nouveaux venus sur le territoire
3. Intercommunalité des grandes villes

2% Participation citoyennes

1. Initiatives citoyennes (comme végétaliser)
2. Participer aux décisions, informer communiquer

6% Autres

dont la sécurité des personnes des biens des lieux publics **2%**

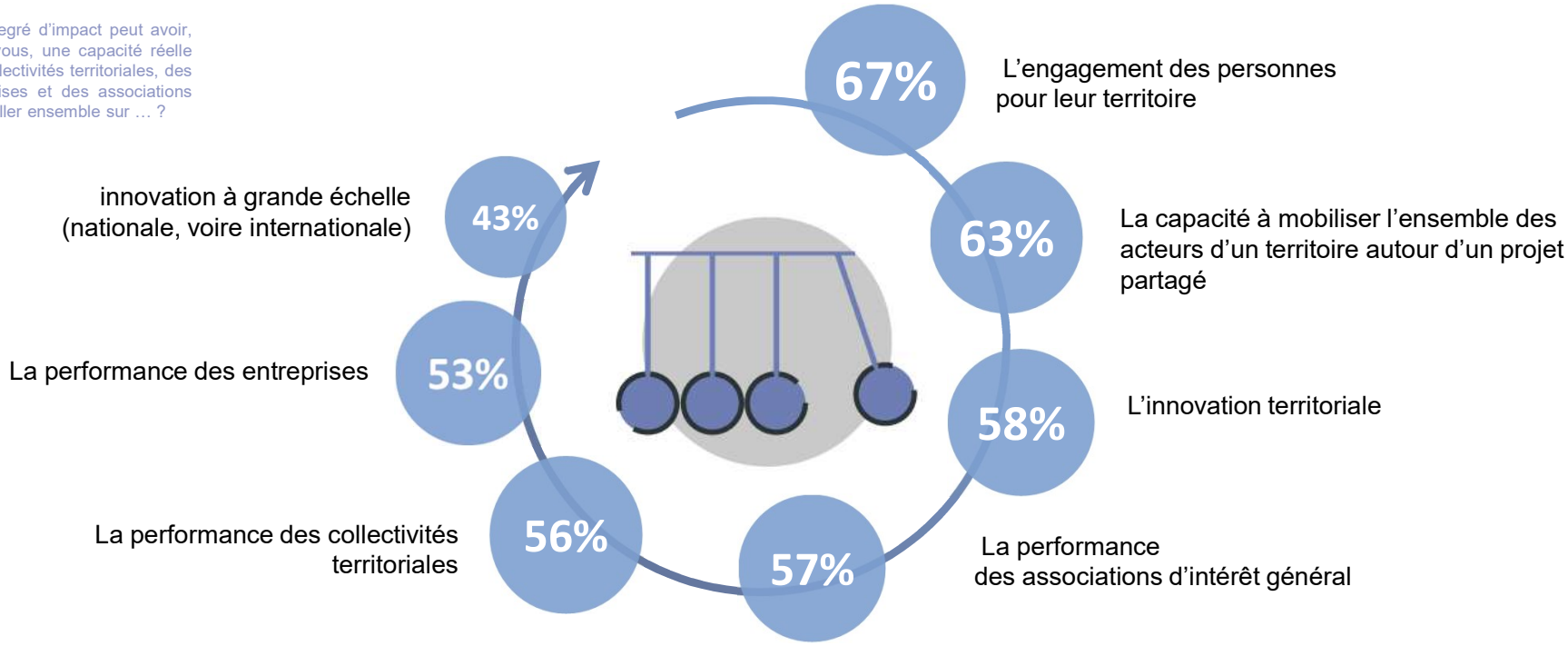
LES IMPACTS DU « JOUER COLLECTIF » SUR LES TERRITOIRES :

Des impacts très forts et forts vus un maire sur deux sur la mobilisation individuelle & collective, l'innovation et la performance des associations, des entreprises… et des collectivités territoriales

- **Vus par le Maires, quels sont les impacts prévisibles du jouer collectif** sur leur territoire ?
  - Ils sont multiples avec en trio de tête l'engagement des personnes pour leur territoire et la capacité à mobiliser les acteurs autour d'un projet partagé. Ces alliances ont aussi un impact assuré sur la performance même des acteurs de leur territoire.
  - .

% Très + Fort impact du jouer collectif sur

Quel degré d'impact peut avoir, selon vous, une capacité réelle des collectivités territoriales, des entreprises et des associations à travailler ensemble sur … ?

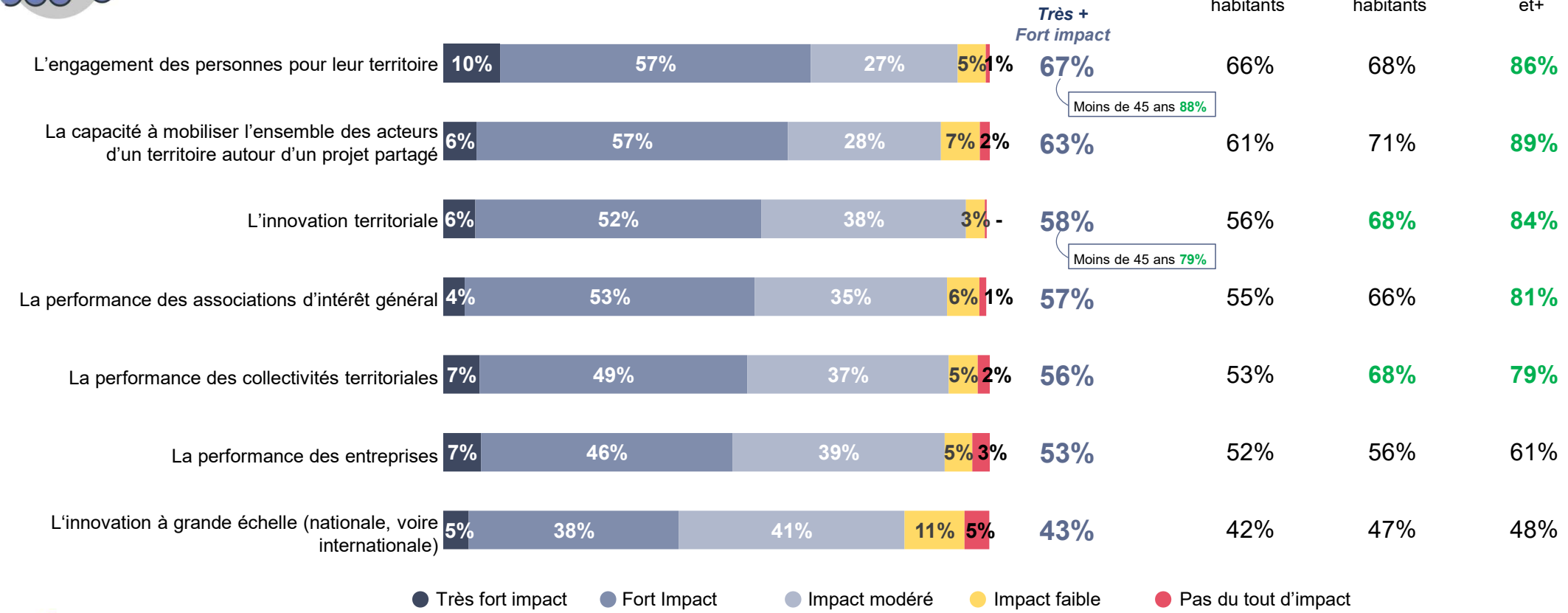


LES IMPACTS DU « JOUER COLLECTIF » SUR LES TERRITOIRES :

Des impacts très forts et forts vus un maire sur deux sur la mobilisation individuelle & collective, l'innovation et la performance des associations, des entreprises… et des collectivités territoriales

Q4 **Quel degré d'impact peut avoir, selon vous, une capacité réelle des collectivités territoriales, des entreprises et des associations à travailler ensemble sur … ?**

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

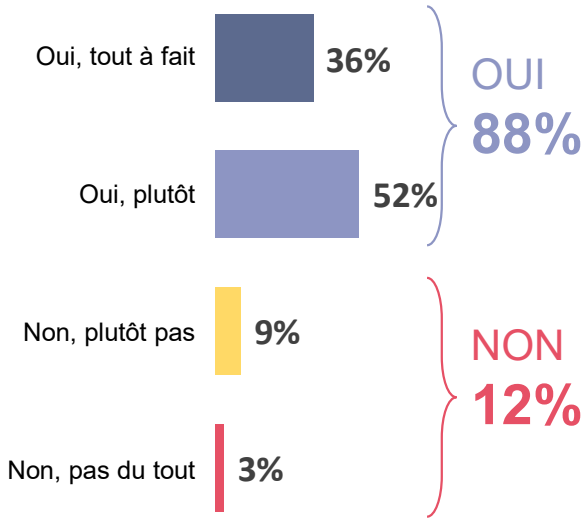


LES IMPACTS DU « JOUER COLLECTIF » SUR L'INNOVATION :
Un levier d'innovation salué face aux fragilités territoriales… mais encore peu mis en pratique

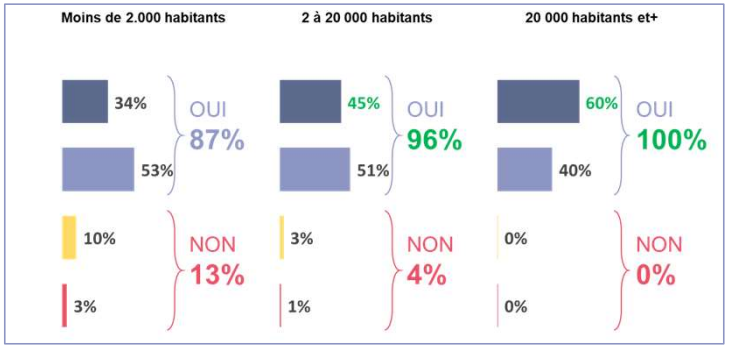
Q3 **Diriez- vous que les alliances entre associations, entreprises et collectivités territoriales sont source d'innovation pour répondre aux fragilités territoriales ?**

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

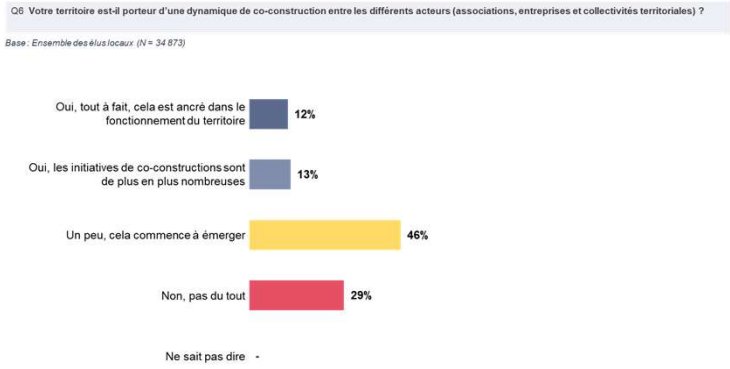
Ensemble



Zoom par taille de territoire



Rappel des pratiques actuelles



- Concernant l'innovation, 8 maires sur 10 les alliances associations entreprises et collectivités territoriales sont source d'innovation.
- Néanmoins, en rappel, les réponses sur les pratiques partenariales encore en émergence montre que c'est un levier encore peu mis en pratique.

LE « JOUER COLLECTIF » AU SERVICE DE QUOI ?

Les ODD, des objectifs partagés de l'Agenda 2030 utiles au mandat actuel

- **Pour les Objectifs de Développement durable, 8 maires sur 10 voire 9 sur 10 déclarent incontournable ou utile de s'appuyer sur ces objectifs dans le cadre de leur mandat actuel.**
  - **41%** des maires au total national, **60 %** des maires dans les communes de 2.000 à moins de 20.000 habitants et **74%** des maires dans les communes de plus 20.000 habitants et + ont déjà travaillé sur les objectifs au moins en partie (mais à peine 3% sur tous les objectifs au niveau national).

- **Pour conclure les leviers repérés par les maires pour développer le « jouer collectif » dans les mois et années à venir sur leur territoire :**

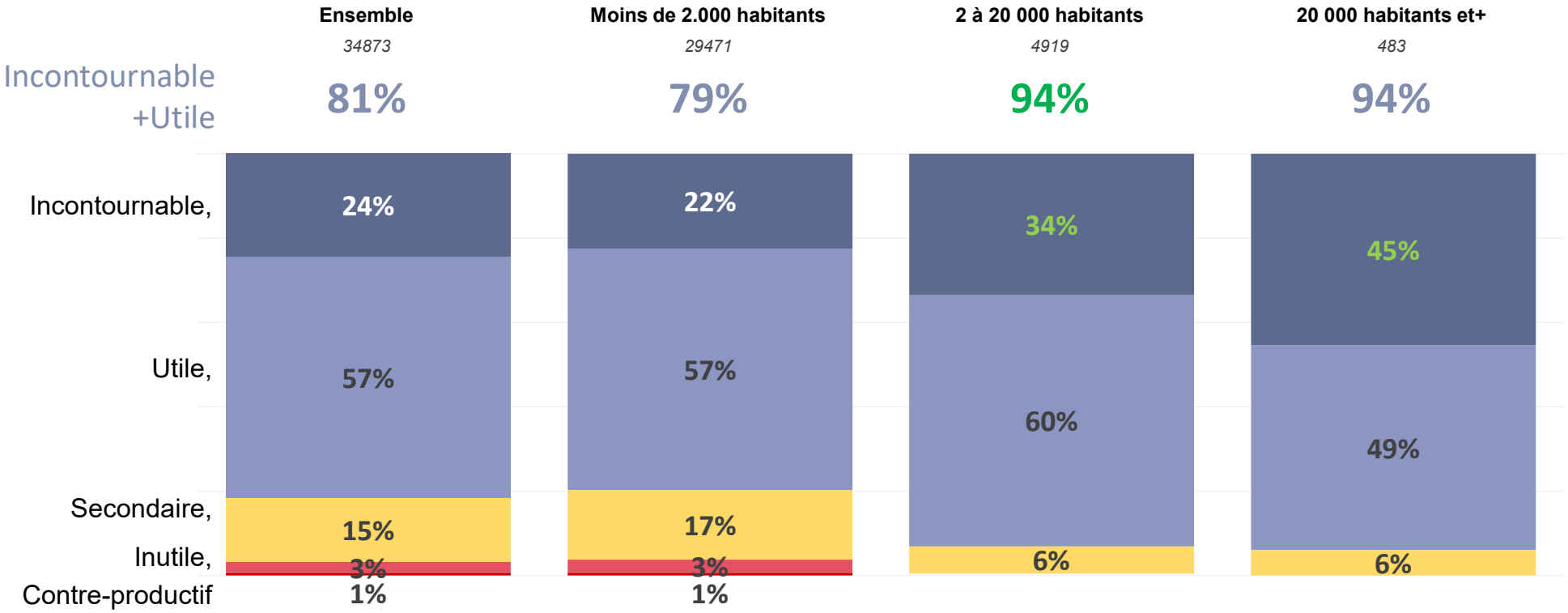
1. En premier levier pour 9 maires sur 10, leur propre message qui doit être clair sur les enjeux du « jouer collectif »
2. Le deuxième levier pourrait se dire ainsi pour 9 maires sur 10 : **Mon territoire en premier.** Autrement dit, donner un **accès privilégié aux marchés publics** et aux alliances locales;
3. Le levier N° 3 pour « jouer collectif » en rappel en leur qualité élu, il faut aussi être en conformité et **apprendre à faire alliance.** Près de de 9 maires sur 10 souhaitent disposer d'un **cadre juridique adapté** aux alliances entre acteurs aux profils différents. A signaler que les maires des communes de 2.000 à moins de 20 000 habitants sont les plus demandeurs (94% vs 87 %)
4. Le quatrième levier pour près de 9 maires sur 10 renvoie à la **solidarité de l'Etat** pour le jouer collectif territorial en donnant un **avantage fiscal aux alliances** stratégiques entre TPE/PME et acteurs locaux.
5. Le cinquième levier : où le comment ça marche pour ? pour 8 maires sur 10 qui souhaitent disposer d'outils **adaptés pour concevoir, piloter et évaluer des alliances** (les maires des communes de 2.000 à 19 999 hab. **92% vs 83%** et des 20 000 et + 96 % vs 83%)
6. Le sixième levier renvoie à une attente également forte des maires sur le message porté également par les élus nationaux sur les enjeux du jouer collectif. Les maires des communes de 2.000 à19.999 (88% vs 80 %)

LE « JOUER COLLECTIF » AU SERVICE DE QUOI ?

Les ODD, des objectifs partagés de l'Agenda 2030 utiles au mandat actuel

Q14 Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les « Objectifs du Développement Durable » de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre mandat sur votre territoire ?

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

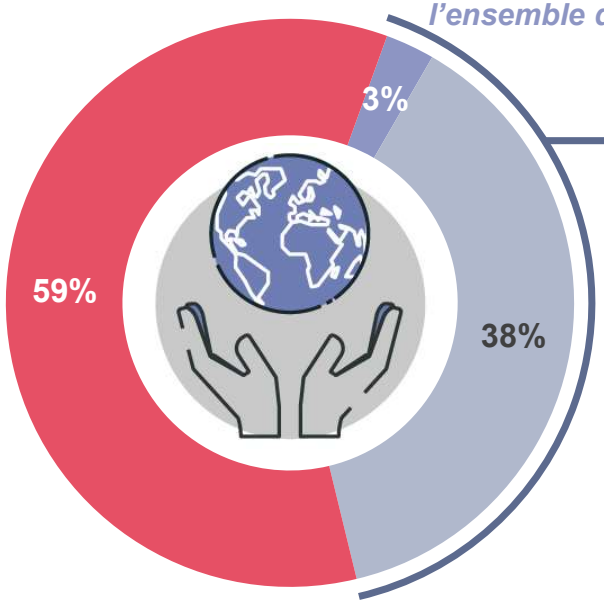


LE « JOUER COLLECTIF » AU SERVICE DE QUOI ?

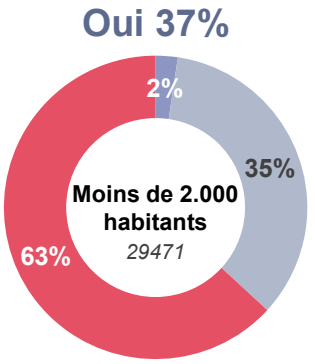
Les collectivités et les ODD, une réalité encore en construction…

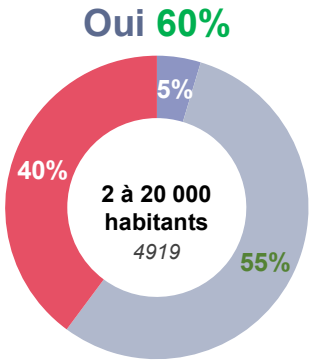
Q12 Les « Objectifs du Développement Durable » ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unis pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler ou travaillez- vous sur ces objectifs ?

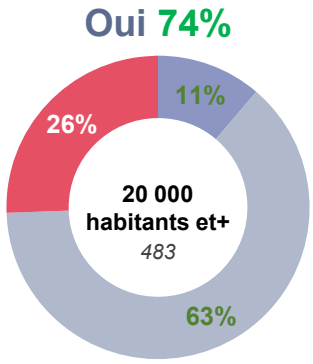
Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)



41%
des élus travaillent déjà au moins sur une partie des objectifs







LES LEVIERS D'ACCÉLÉRATION DU « JOUER COLLECTIF » EN TERRITOIRE :
Les collectivités placent leur message, la commande publique et le cadre juridique en tête

Q11 Je vais vous citer des leviers possibles, vous me direz s'ils sont pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif pour développer le « jouer collectif » en territoire

Base : Ensemble des élus locaux (N = 34 873)

	Classement Incontournable	%Incontournable Moins de 2.000 habitants	2 à 20 000 habitants	20 000 habitants et+
		29471	*4919*	*483*
Message clair porté par les élus locaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	1er	29%	**54%**	**69%**
Donner un **accès privilégié aux marchés publics** aux alliances locales	2ème	31%	33%	40%
Disposer d'un **cadre juridique adapté** aux alliances entre acteurs aux profils différents	3ème	27%	**43%**	34%
Donner un **avantage fiscal aux alliances** stratégiques entre TPEPME et acteurs locaux	4ème	26%	27%	16%
Disposer des **outils adaptés pour concevoir, piloter et évaluer des alliances**	6ème	19%	**36%**	**37%**
Message clair porté par les élus nationaux sur les enjeux du 'jouer collectif'	5ème	23%	**39%**	**43%**

Incontournable · Utile · Secondaire · Inutile · Contre-productif

Agglomérations de 20 000 hab. et+

* Etudes Comisis – OpinionWay réalisée en juillet 2020 pour l'Observatoire des partenariats

DU MOUVEMENT À L'ACTION : Des maires présents, attentifs et engagés au service du « jouer collectif » pour leur territoire !

- En 2020,la prise de conscience par les élus locaux de l'utilité du « jouer collectif » est bien actée.
- En aucun cas, penser aux alliances pour sortir de la crise est inutile ou contreproductif pour les maires de France qui se signalent plus que présents et convaincus sur le principe qu'ainsi il faut agir.
- Le « jouer collectif » permet de dépasser la contradiction jusqu'alors dans les esprits entre les actions conduites pour réduire les fragilités ainsi que pour (ré)concilier économie et intérêt général en faveur de nouveaux moteurs de développement économique durable.
- Les élans sur tous les territoires sont bien présents; il convient de spécifier la façon dont chaque territoire peut aborder les alliances et travailler avec des partenaires de proximité autour de sujets prioritaires localement.
- Si des différences régionales existent elles ne remettent en aucun cas en cause les indicateurs enregistrés, et le mouvement de fond engagé. En revanche la taille des communes en nombre d'habitants est significative non pas d'une différence de maturité entre les petites, moyennes et grandes communes mais plus sur comment s'organiser au mieux selon le territoire.
- Depuis 2016, les initiatives et les partenariats évoluent qualitativement sur des sujets liés au développement durable et à l'emploi, mais les modes de « faire alliance » ne sont pas encore suffisamment ancrés dans le fonctionnement des territoires.
- Le rôle multi-missions que se donne les maires est au cœur même de la concrétisation de Projets d'action à conduire en commun. Les élus locaux se mettent au service non seulement de la veille des sujets à travailler, mais également comme « référents » pour un bon déroulement des étapes et des possibles avec **deux maîtres mots** : **l'intérêt général** selon les spécificités de mon **Territoire**.
- **Voilà en synthèse ce que nous pouvions dire sur l'étude IMPACT-Elus locaux 2020 : le pilotage de l'incontournable déferlante du « jouer collectif » est entre les mains des élus locaux . Bon courage à eux!**

DE L'INTENTION À L'ACTION DU « JOUER COLLECTIF » …
Les élus répondent présents !

« Ainsi les intentions impliquent une conception de l'histoire, non seulement selon laquelle tout ce qui sera vrai n'est pas déjà vrai, mais selon laquelle on est capable de donner forme effective à des événements en conformité à ses propres représentations ».

La remarque vaut contre tout fatalisme.

Le monde n'est pas un « fait accompli ».

Si l'ordre de la connaissance implique la clôture du déjà fait, le monde de l'action implique l'ouverture de ce qui reste encore à rendre vrai. Au fatalisme du passé s'oppose le scepticisme du futur… »

Le discours de l'action - Paul Ricoeur

Cours professé à l'Université Catholique de Louvain, sur la chaire Francqui, 1970- 1971

On peut retrouver l'édition électronique établie par Catherine Goldenstein et Jean-Claude Monod

DE L'INTENTION À L'ACTION DU « JOUER COLLECTIF » …
Hommage à une famille engagée au service de l'intérêt général

L'alchimie de l'alliance se traduit par l'équation : 1 + 1 = 3 ! A cette équation insolvable, le mathématicien Cédric VILLANI, médaille Fields 2010 pour avoir résolu une équation insolvable depuis la nuit des temps, nous a répondu les conditions de sa réalisation en 2016 dans le livre collectif : « Bien commun : vers la fin des arrogances ! ». L'équation de la co-construction du bien commun est : 7x3=21. Autrement dit, lorsque la Sagesse rencontre l'Equilibre politique elles se démultiplient ensemble pour produire la Co-construction d'un bien commun.

A l'occasion du décès du Président Valéry GISCARD d'ESTAING, Le RAMEAU a tenu à rendre hommage à cette famille qui incarne la diversité des engagements :

« La Sagesse, c'est elle, l'Equilibre c'est lui, et la Co-construction, c'est Louis ! Merci à cette famille de nous donner les enseignements nécessaires pour chercher en cette période de troubles, au plus profond des Racines de notre Nation notre Lien commun. »

Hommage à la Famille Valéry GISCARD d'ESTAING

http://www.lerameau.fr/hommage-a-valery-giscard-destaing/

Remerciements aux 380 Maires ayant répondu à l'étude

Merci aux partenaires de l'étude IMPACT-Elus locaux

Comisis Competitive Insights Strategies — OpinionWay — Total Foundation

Merci aux partenaires du programme IMPACT de l'Observatoire des partenariats

Caisse des Dépôts Groupe — Caisse des Dépôts Groupe — Institut CDC pour la recherche — Le Groupe La Poste

L'Observatoire des Partenariats

Piloté par : Le Rameau

ESOMAR member